

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Comparaison de la Convention du Conseil de l'Europe et du projet de loi belge relatif à la protection de la vie privée

Poullet, Yves

Publication date:
1988

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Poullet, Y 1988, *Comparaison de la Convention du Conseil de l'Europe et du projet de loi belge relatif à la protection de la vie privée..*

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Comparaison de la Convention du Conseil de
l'Europe (17 septembre 1980) et du
Projet de la loi belge relatif à la protection
de la vie privée (17 juillet 1985, relevé de
caducité par le présent gouvernement).

Y. POULLET

Novembre 1988.

Conseil de l'EuropeProjet belge.Définitions1. Données à cas personnel

= données relatives à un
individu identifié ou
identifiable

Idem
(art. 1 par. 2)

= ≠ personnes morales

2. Traitement automatisé
en tout ou en partie
par des moyens auto-
matisés

Idem
(art 1 par. 1)

Problèmes

- a) microordinateur et traitement de texte
- b) multiplication d'exception par l'article 3
(données publiques, comptes de dépôt, ...)

3. Personne responsable

= celui compétent pour
décider la finalité

Idem
mais portée différente
(cf. secteur public)

PRINCIPES DE BASE

I. Qualité des données

(art. 5)

1. Collecte par des procédés loyaux

- Nécessité d'une information lors de la collecte

(art. 4 - mais Pourquoi art. 5 2°)

2. Traité pour des finalités légitimes

Obligation de déclarer le but (+ registre public)
(art. 14 par. 2 4°)

Peine pour celui qui intentionnellement utilise un traitement de manière non conforme à la destination de ce traitement
(art. 18)

3. Adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux buts pour lesquels ils sont enregistrés.

4. Exactes et si nécessaires mises à jour

= Obligation du gestionnaire (art. 12)

5. Détruites en fonction finalité du traitement

= Obligation de déclarer la période de conservation (art. 14 9°)

II. Données particulières
(art. 6)

- Pas de traitement sauf si la loi prévoit des mesures de sauvegarde
- Race - Opinions politiques ou religieuse ou autres convictions données de la santé et de la vie sexuelle

Longue liste de données interdites ou autorisées dans des conditions très vagues (consentement du fiché ...) (art. 6 et 7)

III. Sécurité des données
(art. 7)

Mesures appropriées

- Obligation du gestionnaire (art. 12)
- Obligation de déclarer les mesures de sécurité (art. 13)

IV. Droit d'accès
(art. 8)

1. Etablir l'existence - les
buts et identifier le
responsable.

- Système de déclaration
(art. 13) avec registre
public (art. 14) souvent
simplifié
- Système de notification
au premier enregistrement
(art. 9) avec de nombreuses
exceptions.

2. Obtenir à intervalles régu-
liers sans délai et
dépenses excessifs les
données le concernant

- Obligation de répondre à
des demandes (art. 9)
sauf exception (cf. en
particulier par. 5).

3. Obtenir rectification ou
effacement

art 10 + complément
+ droit de suite
(par. 5)
art. 11 indice de doute

4. Avoir un recours si non
respect 2 ou 3

Président du Tribunal de
lère Instance (art. 10)

V. Flux transfrontières

(art. 12)

- Pas de restrictions fondées sur le seul but :
PRIVACY

- Possibilité de soumettre les TDF à autorisation ou réglementation
(A R Conseil des Ministres)

Sauf

- . si vers un territoire n'ayant pas une protection équivalente
- . pour certaines données

- Att : Loi belge applicable si accès possible du territoire (art. 3 par. 1)